

• Un diagnostic complet de l'école belge francophone est posé par le rapport McKinsey.

• Il servira de base aux réformes prévues par la ministre de l'Éducation dans son Pacte pour un enseignement d'excellence.

• La corrélation entre élèves pauvres, écoles défavorisées et échec scolaire est impitoyablement démontrée.

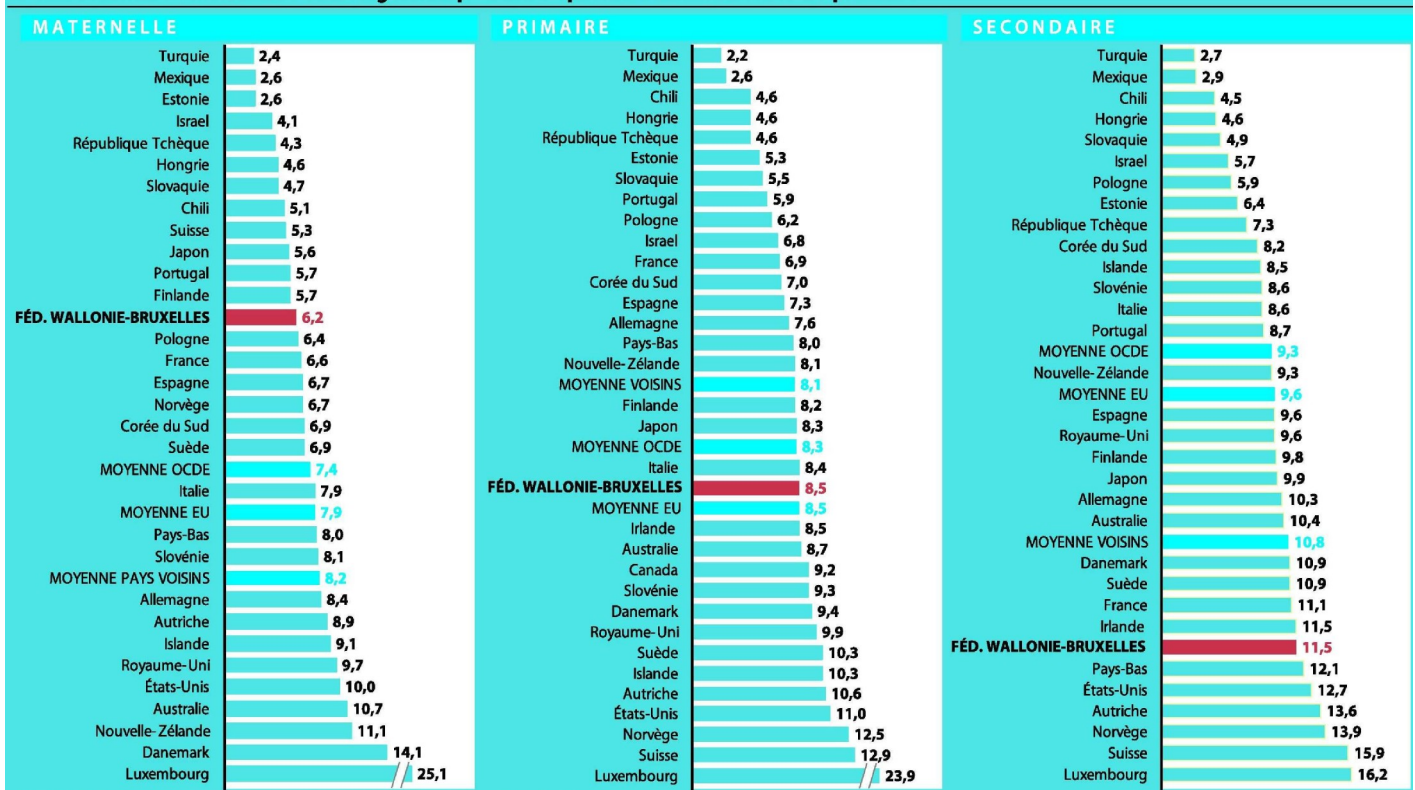
L'école reste génératrice de fortes inégalités

+16%

ENSEIGNEMENT SPÉCIALISÉ

Quelque 35 000 élèves sont actuellement inscrits dans l'enseignement spécialisé en Fédération Wallonie-Bruxelles. Comparé aux chiffres de 2004, cela représente une augmentation de 16 %. Le rapport McKinsey souligne que les élèves précarisés de tous âges sont surreprésentés dans l'enseignement spécialisé.

Le financement du secondaire est largement plus élevé que celui du maternel et du primaire



Elèves précarisés, écoles à faible indice socio-économique et échec scolaire: la spirale infernale

Les travaux de la première phase du Pacte pour un enseignement d'excellence de Joëlle Milquet (sa réforme pour l'école) ont été rendus publics jeudi. Dans ce volumineux document, on trouve un état des lieux de l'école en Fédération Wallonie-Bruxelles (FWB), ses forces et ses faiblesses ainsi que des recommandations, des orientations pour l'école du 21^e siècle selon quatre axes clés : les savoirs et compétences, le parcours pédagogique de l'élève, les acteurs de l'enseignement et la gouvernance. Ces recommandations serviront de base pour établir les futures réformes de l'école. Dans la "Libre" de jeudi, nous avons épinglé quelques points de ce rapport. Nous y revenons ici plus en détail.

Un élément ressort de façon particulièrement saillante : la corrélation entre la précarité et l'échec scolaire. Cette information n'est pas neuve mais elle est nourrie dans le rapport par des éléments nombreux, précis et sans appel, fruits d'enquêtes menées par la société de consultance McKinsey.

Chômage, pauvreté et réussite au CEB

Partons tout d'abord du constat que la population scolaire en Belgique francophone s'est paupérisée ces dix dernières années et que, d'ici à 2020, le nombre d'élèves précarisés âgés de 6 à 11 ans ira croissant dans les quartiers défavorisés de Bruxelles. Les arrondissements où le taux de chômage et de pauvreté sont les plus hauts (Bruxelles, Hainaut Centre, Hainaut Sud et Liège dans une moindre mesure) sont ceux où les résultats aux épreuves certificatives externes CEB (6^e primaire) et CE1D (2^e secondaire) sont les plus en dessous de la moyenne.

Le rapport montre que c'est dans le réseau officiel subventionné qu'on trouve la plus grande concentration d'élèves à indice socio-économique (ISE) faible. Cela s'expliquerait par le fait que ce réseau propose une offre large dans l'enseignement qualifiant. Le qualifiant, justement, une filière où les élèves précarisés atterrissent souvent après un redouble-

ment. On peut véritablement parler de relégation.

Une influence nette sur le parcours

Avoir un ISE faible va influencer le parcours scolaire : 31 % des élèves de 6^e primaire ayant doublé sont très précarisés, tout comme 32 % des élèves en professionnel qui accusent un retard scolaire d'un an et 9,7 % des élèves de 3^e, 4^e et 5^e secondaire (âgés de 15 à 22 ans) qui sont en décrochage scolaire.

Revenons aux résultats et à la réussite au CEB en particulier. Dans les écoles à ISE faible, 27 % des élèves obtiennent un résultat faible, 41 % un résultat moyen, 20 % un résultat bon et 3 % un résultat très bon. Comparons avec les écoles à ISE élevé : 2 % de résultats faibles, 14 % de résultats moyens, 52 % de résultats bons et 30 % de résultats très bons.

Facteurs aggravants

Comme si la pauvreté des élèves et la fréquentation d'une école à ISE faible ne suffisaient pas à plomber leur scolarité, des éléments viennent aggraver la situation. Le rapport pointe que ce type d'écoles ne bénéficie pas des mêmes atouts que les autres. Ce sont celles où, dans le secondaire, on compte le plus d'enseignants sans titres pédagogiques : 19,2 % contre 10,3 % dans les écoles les plus favorisées. Si l'on parle ici d'enseignants "Articles 20", précisons qu'il s'agit aussi de chefs d'ateliers dans le qualifiant. C'est aussi plus souvent dans ces établissements que les jeunes professeurs débutent leur carrière : ils représentent jusqu'à 30 % du personnel des écoles bruxelloises à ISE faible. De jeunes enseignants qui quittent à 38 % le métier dans les 5 ans. Et c'est bien là où le bât blesse. Le renouvellement des équipes pédagogiques est plus important dans les écoles défavorisées. Or il est démontré le lien entre la réussite scolaire et la stabilité des équipes.

Mais il n'y a pas de fatalité. Le rapport McKinsey est clair sur ce point : indépendamment de l'ISE dans les écoles, les résultats scolaires obtenus évoluent, que ce soit positivement ou négativement.

I.L.

971

HEURES D'INSTRUCTION

Les élèves bénéficient par an de 971 heures d'instruction dans le secondaire inférieur et de 849 en primaire.

C'est plus que la moyenne de l'OCDE qui est de 905 et 794 heures.

1^{er}

DU CLASSEMENT

Avec 99 % des élèves présentant un trouble d'apprentissage dans des établissements spécialisés, la Fédération se place en tête des pays de l'OCDE. Elle ne favorise pas l'intégration dans des écoles ordinaires.

Les investissements

Un budget moindre que dans les pays voisins

Salaires Le rapport Mc Kinsey s'est intéressé aux investissements consentis pour l'école en Fédération Wallonie-Bruxelles (FWB). L'étude décompose les budgets affectés à l'enseignement maternel, primaire et secondaire et les compare à ceux des pays de l'OCDE (lire infographie). Chez nous, ce qui est déboursé pour l'école maternelle (indice 6,2) est bien en dessous des moyennes de l'OCDE (7,4), de l'Union européenne (7,9) et des pays voisins (8,2). Pour l'école primaire, la FWB se situe plutôt dans la moyenne avec un indice de 8,5, identique à celui de l'Union européenne et au-dessus de des pays voisins (8,1) et de l'OCDE (8,3). La FWB se démarque nettement des autres dans le financement de l'école secondaire. Son indice est de 11,5 contre 10,8 pour les pays voisins, 9,6 pour l'Union européenne et 9,3 pour l'OCDE. Si on zoom sur la ventilation des moyens financiers, on découvre que 86 % du budget enseignement du primaire et 87 % du secondaire sont consacrés aux rémunérations du personnel enseignant. Seuls 11 % de chaque côté vont aux frais de fonctionnement et le reste au capital. De quoi expliquer sans doute le piteux état de certains bâtiments scolaires et leur saturation. **I.L.**

Les options

Seule une minorité des options "à succès" mène à une profession en pénurie

Les 108 options professionnalisantes les moins fréquentées du troisième et quatrième degré du secondaire ne sont fréquentées que par 7 % des élèves. Ce n'est rien lorsque l'on réalise que les dix options les plus choisies concernent près de 29 000 élèves, c'est-à-dire 48 % d'entre eux.

Le top cinq de ces options les plus demandées regroupe celles permettant de devenir éducateur, infirmier, puériculteur, technicien en comptabilité, et enfin celles permettant de pratiquer l'aide familiale.

Parmi les 15 options les plus demandées à ce niveau du secondaire, seules quatre d'entre elles mènent à des métiers en demande, précise encore le rapport. Il s'agit des soins infirmiers, des techniciens en comptabilité (c'est-à-dire des assistants comptables), des aides familiales et de la coiffure, des métiers en pénurie en Région wallonne. **BDO**

Les enseignants

Un tiers des jeunes professeurs travaillent dans plusieurs écoles

Tutorat. Selon une étude menée par la FWB en 2014 et reprise dans le rapport, 64 % des enseignants débutants, lors de leur première année dans le métier, travaillent dans un seul établissement scolaire. Mais 72 % d'entre eux ont presté moins de 9 mois. Ils sont 22 % à enseigner dès le départ dans deux écoles et 14 % dans trois écoles. Cette répartition de la charge de travail entre plusieurs écoles serait un des facteurs d'explication du taux élevé d'abandon du métier. Environ 30 % des enseignants débutants sont engagés pour un remplacement et c'est justement cette catégorie qui a le plus de chances de changer de profession endéans les cinq ans. Près de 1 000 enseignants et directeurs ont été sondés en 2013-2014 pour savoir si une forme de tutorat/mentoring pour jeunes profs était organisée dans leur école. 53 % des enseignants ont répondu que non car "ce n'est pas une priorité". Un autre sondage s'est intéressé à la qualité de la formation continue. Pour 37 % des professeurs du secondaire, celle qu'ils reçoivent n'est pas de qualité. Un petit 5 % d'entre eux se disent très satisfaits du niveau des formations. **I.L.**

Les parents

Les rapports avec l'école se dégradent

Recours. Sur la base d'un entretien de groupe avec des enseignants et des directeurs mené au printemps, il ressort que des difficultés familiales sont rencontrées par certains élèves pour qui l'école est "un lieu d'apaisement et une bouffée d'air". Un instituteur signale que "des élèves dont les parents font de belles carrières sont parfois complètement absents et leurs enfants en souffrent énormément". Des parents manquent d'engagement dans l'apprentissage des enfants, "remettent tout sur l'école". Un directeur d'école primaire évoque que "les parents de milieux défavorisés ne sont souvent pas au courant qu'ils peuvent refuser l'orientation de leurs enfants dans le spécialisé". Enseignants et directeurs notent un manque de confiance envers les acteurs de l'école. "Certains parents nous espionnent en dehors de l'école pour voir si on surveille bien leurs enfants", affirme un instituteur primaire. Des parents qui deviennent de plus en plus procéduriers. Depuis l'année scolaire 2009-2010, on note une hausse de 28 % des recours contre la décision du conseil de classe. En 2013-2014, on comptait 1 390 recours introduits dont seulement 14 % ont abouti à une modification de la décision. **I.L.**